

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 154
Avril-Mai 2024

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Premier Mai 2024

Mais où sont les Premier Mai d'antan ?

Lorsque nous entendons les mots « Fête du travail », ça nous énerve un peu beaucoup à la folie. C'est non seulement faire injure, présentement, aux chômeurs et exclus de la planète qui eux, ne sont pas de la fête, mais c'est souffleter la mémoire de nos anciens dont le combat, quelquefois jusqu'à la mort, à travers les siècles et les nations, aboutit à des conditions de vie et de labeur meilleures et plus humaines. Quand, de surcroît, le joyeux brin de muguet est associé à la dite commémoration (ah, la commémo !), nous sommes atterrés de voir à quel point la journée internationale des luttes ouvrières a pu être dénaturée.

Sous le régime de Vichy, tant apprécié par l'extrême-droite, on lui fit un mauvais sort. Après que Pétain eût dissous la CGT (au niveau national car les UL ne furent pas dissoutes), la Charte du Travail fut créée afin de tromper et de bâillonner les salariés : interdiction des grèves, collaboration de classe à l'honneur... Tout comme Hitler, le maréchal proscrivit le socialisme international, les grèves et l'action syndicale. Inspiré également par la dictature de Franco, le Premier mai 1941 tint à la fois du Premier mai hitlérien et du Premier mai phalangiste.

Par pure coïncidence, la Saint-Philippe, chère à l'Action française, tombe à ce moment-là, ce qui permit le ralliement des royalistes au nouveau Premier mai. Autre particularité, la loi du 12 avril 1941 consacra le Premier mai comme fête du travail et de la concorde sociale (tout un programme !). Il était également décrété férié et vidé de son contenu revendicatif, voire révolutionnaire !

Il ne faut pas oublier, non, plus, qu'aux origines, lors des manifestations, les boutonnières s'ornaient de la rouge églantine qui, avec le coquelicot, symbolisait le prolétariat et non de clochettes parfumées mais ô combien pâlichonnes, devenues à la longue, une simple coutume mercantile.

Après des décennies de dégradation de ce jour mémorable, voilà où nous en sommes, aujourd'hui : Premier

mai saboté. Il fut même récupéré par Le Pen et ses disciples, dignes descendants de ceux qui avaient pour devise « travail, famille, patrie », ayant choisi de défilé à cette date précise, en hommage à Jeanne d'Arc récupérée par les réactionnaires. Et aujourd'hui, Macron qui se présentait comme un rempart contre le FN/RN, n'en est plus que la courroie de transmission.

Pourtant toutes les conditions sont réunies, actuellement, pour redonner au Premier mai sa vocation protestataire et combative. Le chômage repart à la hausse et les allocations chômage sont de plus en plus restreintes. Le gouvernement et le patronat continuent leur sape du code du travail. Les retraites sont sabrées et vont l'être encore sauf réaction de la part des travailleurs. Personne n'est épargné : actifs, chômeurs, retraités, jeunes.

Si nous ne voulons pas reculer d'un siècle (cf la Grande grève de la métallurgie au Havre de 1922) et nous retrouver les esclaves des maîtres des Forges des temps modernes, il nous faut redescendre massivement dans la rue et, pourquoi pas déclencher la grève générale, arme redoutable et redoutée.

Quand on pense au Premier mai 2000 où la CNT avait organisé un cortège de 5000 personnes à Paris... Pour ceux et celles qui y ont participé, cela nous rend un brin nostalgique.

La société de ce XXI ème siècle se trouve sur une pente où les employeurs continuent à licencier à leur guise : 677 emplois à Exxon Mobil (Port Jérôme), des milliers d'emplois supprimés dans les magasins de vêtements, ou certaines grandes surfaces...

La réalité d'aujourd'hui, ce sont les inégalités qui se creusent, le gouvernement qui entend remettre en cause le statut des fonctionnaires. La santé et l'Education qui s'écroulent. Des riches toujours plus riches, des pauvres toujours plus pauvres et de plus en plus nombreux. La réalité, c'est aussi la continuité mais en hausse de la charité au lieu de la solidarité. Ce sont les organisations caritatives qui se multiplient et qui n'auraient pas lieu d'exister

si tous les actifs avaient un travail sur la base de 32 heures par semaine et que les richesses étaient également réparties. Enfin, la réalité, c'est la négation des trois fleurons de la République : Liberté, Égalité, Fraternité !

Le Premier Mai a connu des heures de gloire souvent éclaboussées du sang des exploités. L'année 1886, inoubliable parce que lié inéluctablement aux martyrs de Chicago, devint le tremplin de sa renommée mondiale et, en 1889, la France lui donna sa dimension internationale. Après l'odieux massacre de Fourmies, le 1er mai 1891, le pape Léon XIII fera paraître son encyclique « Rerum Novarum ». L'Église, mise sur la touche par le socialisme en plein essor, se découvrira soudain un intérêt pour le sort lamentable des travailleurs et prendra en marche la dernière voiture du train des batailles sociales. Le combat contre toutes les religions reste d'une actualité brûlante.

Aux périodes sombres de la boucherie de 14-18, les Premier Mai ont périclité et au cours de celle de 39-45, les dirigeants fascistes les ont transformés en parades militaires, afin d'étaler leur puissance guerrière. Les régimes totalitaires de l'Est n'ont pas échappé à ces mascarades qui sont la honte de ceux qui osaient s'appeler « socialistes ».

« L'histoire du Premier Mai » de Maurice Dommanget, se termine pourtant par une phrase plutôt optimiste : « Le passé enseigne l'avenir. Le 1er Mai, qui a su résister à toutes les bourrasques et a su élargir considérablement le

champ de son activité, saura se dépasser en se renouvelant ».

Ce qu'il faut cependant retenir, c'est que quand nous nous endormons sur nos lauriers, le Capital dévalise le Travail ! Et le Capital utilisera l'extrême-droite quand il se sentira menacé par les travailleurs.

Claudette et Ty Wi



Européennes de juin 2024 : faisons mentir les sondages !

Les anarchistes n'ont pas la mémoire courte. Les idiots utiles qui, en mai 1981, ségosillaient : « On a gagné, on a gagné ! » ont dû bien déchanter quelques années plus tard. C'est qu'ils n'avaient pas compris que le lieu prédestiné pour l'avènement d'un socialisme authentique, ce n'est pas le sommet, c'est la base, pas le bureau de vote mais la vie quotidienne, la vie concrète telle qu'elle se présente à travers toutes les institutions préexistantes : à l'école, dans les quartiers, dans les bureaux, dans les usines, dans la famille et dans la rue.

Accepter de se prendre en charge, en toute responsabilité, à chacun de ses niveaux, voilà bien qui serait le véritable pas en avant de notre société vers un avenir enfin socialement humain ou humainement social comme on veut. Mais l'alternative qu'on nous propose démocratiquement, c'est bien au contraire, un pas en arrière vers l'État policier quelle que soit la couleur de celui-ci. Alors la gauche qui devait changer le monde n'a rien changé du tout et a permis à l'extrême-droite de se faire une place électorale au soleil. Et Macron a renchéri

La course aux Européennes, ce sont encore les mêmes bateleurs qui débitent leurs sornettes. Les médias sont là

pour délayer et tout faire passer en nous installant face aux paillettes et strass dans une castration douceâtre et en nous infantilisant comme pas croyable avec des images et des slogans. Le complotisme des réseaux sociaux en rajoute une couche. Les politiciens aguichent le bon peuple sur toutes les estrades avec des ficelles aussi grossières les unes que les autres. Psycho-manipulation, en avant toute !

Mais qui osera parler du risque énorme du fascisme technocratique mortifère qui nous pressure depuis des années déjà ? Personne ou pas grand monde.

Les élections européennes ? Voici que le public va pouvoir user de sa « liberté » et exercer « ses droits ». En réalité, le peuple abandonne ce qui lui reste de franchise aux mains de ses représentants. Et lesquels ! De ceux qui l'ont maintes fois grugé, appauvri, qui se sont reniés d'un jour à l'autre, parfois d'une heure à l'autre, et que les médias au garde à vous, brosse à reluire en bandoulière et plumeau en bataille, vous présenteront avec tous les superlatifs qui leur tiennent lieu de style. Et les pitres qu'ils interrogent, pérorent sur leur probité et sur leur passé sans tâche, quand l'encre des journaux qui signalent les der-

niers scandales auxquels ils ont été mêlés n'est pas encore sèche.

Il faut moraliser la politique !, clament les partis. Comme si quelqu'un les empêchait de se conduire moralement ! « Il faut faire une loi » !, hurlent certains. Une loi, bien sûr, contre leur propre immoralité. Et qui la fera, cette loi, qui la votera ? Eux, bien entendu ! Autrement dit, les voleurs crient « Au voleur » ! Et réclament une loi contre le vol, une loi mise au point par eux-mêmes. N'est-ce pas merveilleux ?

A chaque joute électorale, les politiciens nous promettent monts et merveilles et une fois élus, oublient leurs promesses qui n'engagent finalement que ceux qui y croient.

Cependant, une partie du peuple les écoute et il se trouvera encore des ingénus (cent fois votants et cent fois cocus) pour aller déposer leur bulletin dans l'urne.

Et aujourd'hui nous avons au quotidien un sondage sur les résultats du vote aux prochaines européennes. A quoi bon voter alors ? Finalement, on connaît le vainqueur : le RN. L'inconnue, c'est de savoir qui sera deuxième : la liste Renaissance du gouvernement ou Glucksmann ?

Alors faisons mentir les sondages qui créditent les abstentionnistes d'un taux de 55%. Passons la barre des 60% et renvoyons les politiciens dans les cordes.

Ne me libère pas, je m'en charge !

TY Wi (GLJD)



Subventions gouvernementales aux entreprises d'énergie fossile

Le complot criminel et opaque des subventions gouvernementales aux entreprises d'énergie fossile utilise diverses formes et outils politiques, ne respectant pas aussi souvent que nécessaire la législation qu'elles ont elles-mêmes approuvée.

4.1 L'opacité de subventions d'un milliard de dollars

4.2 Fonds publics et banques qui accordent des subventions

4.3 Le plus grand projet d'énergie fossile d'Europe

4.4 Secteur des transports : premier bénéficiaire de subventions et responsable d'un quart des émissions

4.5 Subventions, fraude aux émissions automobiles, pollution et décès

4.6 Pourquoi les gouvernements continuent-ils à accorder d'énormes subventions aux énergies fossiles ? Éclatement de la bulle des énergies fossiles.

4.7 Stratégie d'adaptation au changement climatique et nouvelles opportunités commerciales

4.8 Combattre le capitalisme là où il fait le plus mal

4.9 Fermons-nous les yeux et les oreilles devant la plus grande urgence planétaire de l'histoire ?

4.1 L'opacité des subventions se chiffrant en milliards de dollars

Non seulement les gouvernements de l'Union européenne ne respectent pas le « principe du pollueur-payeur », mais ils récompensent les entreprises polluantes qui produisent et consomment de l'énergie fossile avec des subventions de plusieurs milliards d'euros d'argent public. Entre 2014 et 2016 seulement, ils ont donné plus de 112 milliards de dollars par an.

Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne exige que la politique de l'Union soit fondée sur « le principe du pollueur-payeur » (art. 191.2). Cependant, non seulement les entreprises qui produisent et utilisent des combustibles fossiles ne paient pas pour polluer, mais les gouvernements les récompensent par d'énormes subventions. Selon une étude du Réseau européen pour l'action climatique, l'UE, ainsi que les gouvernements de 11 pays de ses États membres, ont contribué pour plus de 112 milliards d'euros par an entre 2014 et 2016 pour soutenir la production et la consommation de combustibles fossiles.

Mais ce ne sont pas seulement les gouvernements qui

financent et promeuvent la crise climatique actuelle. De plus, ils le font de manière opaque pour empêcher que la population ne le sache. Dans l'Union européenne, il n'est pas facile de suivre les subventions accordées aux combustibles fossiles. L'une des raisons est que les subventions peuvent être facilitées et mises en œuvre par le biais de nombreux processus et outils politiques : financement direct, allègements fiscaux et exonérations d'autres prélèvements, prêts préférentiels, garanties des banques publiques, investissements dans les infrastructures, les transports, exonérations de redevances, recherche et développement, CO2 et quotas de droits d'émission, etc.

Quoi qu'il en soit, il semble logique que toute action gouvernementale contribuant à réduire le coût de production des énergies fossiles et favorisant leur utilisation puisse être comprise comme une subvention.

4.2 Fonds publics et banques subventionnaires

Regardons, par exemple, le financement via certains fonds et banques utilisés par l'Union européenne. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) a garanti des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) s'élevant à des milliards d'euros d'argent public, pour des projets de combustibles fossiles et d'autoroutes.

Les faits indiquent que les promesses de la Commission européenne d'affecter des investissements à la lutte contre le changement climatique étaient fausses. Le but des investissements est exactement le contraire : la Commission européenne et les gouvernements ont financé la destruction du climat. Et ils l'ont fait en sachant qu'avec la combustion de combustibles fossiles dans ces projets, la température moyenne de la planète continuera d'augmenter.

4.3 Le plus grand projet de combustibles fossiles d'Europe

Le Corridor gazier sud est le plus grand projet de combustibles fossiles en Europe. Il s'agit d'un gazoduc de 3 500 kilomètres reliant l'Azerbaïdjan à l'ouest de la Turquie, à la Grèce et au sud de l'Italie. Il a été conçu pour être évolutif jusqu'à deux fois sa capacité initiale, afin de permettre d'éventuels approvisionnements supplémentaires en gaz dans le futur. L'investissement total de la route de l'Azerbaïdjan vers l'Europe est estimé à environ 45 milliards de dollars américains. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque mondiale et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ont engagé des prêts pour ce financement.

En février 2018, la Banque européenne d'investissement (le plus grand prêteur public au monde) a accordé un

prêt de 1,5 milliard d'euros pour le gazoduc transadriatique (TAP) reliant la Grèce à l'Italie. Les sociétés actionnaires de TAP sont BP (20%), SOCAR (20%), Snam (20%), Fluxys (19%), Enagás (16%) et Axpo (5%). La livraison de gaz vers l'Europe a commencé en novembre 2020. Cela indique que le gazoduc continuera à fonctionner pendant des décennies malgré le fait que l'impact climatique du gaz est égal ou pire que celui du charbon, comme nous le verrons dans le prochain article sur le gaz fossile.

D'anciens hauts responsables européens (l'ancien vice-président de la Commission européenne, Maroš Šefcovič, et l'ancien commissaire au climat et à l'énergie, Miguel Arias Cañete) ont fait pression sur la BEI pour qu'elle accorde un soutien financier au gazoduc. A cet effet, ils ont adressé une lettre datée du 13 juillet 2017 leur indiquant que le projet était « vital et irremplaçable ».

4.4 Secteur des transports : premier bénéficiaire et responsable d'un quart des émissions

Le principal bénéficiaire des subventions dans l'Union européenne est le secteur des transports. Les gouvernements ont fourni au moins 49 milliards d'euros par an en dépenses directes, en allègements fiscaux et en soutien des revenus et des prix. Ce secteur est responsable de près d'un quart des émissions de gaz à effet de serre en Europe. En 2016, plus de 1,2 milliard d'euros ont été alloués aux autoroutes, dont la moitié a été dépensée en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie, qui ne manquent pas de routes.

L'UE possède l'un des réseaux de transport les plus denses au monde. Le secteur des transports est le seul de l'UE à ne pas avoir réduit de manière significative ses émissions de gaz à effet de serre depuis 1990. Pourquoi ? Parce que la plupart des pays de l'UE ont investi des sommes considérables dans l'extension de leurs routes et dans la réduction du réseau ferroviaire. Et vous connaissez la tendance : plus de routes, plus de voitures. Entre 1995 et 2020, la longueur des autoroutes a augmenté de 60 % (de 51 494 km à 82 493 km), tandis qu'au moins 2 582 gares ont été fermées. De cette manière, les gouvernements de l'UE augmentent les émissions de GES, empêchant ainsi les citoyens d'avoir une alternative à la voiture par les transports publics et dépendent de véhicules privés. L'UE, la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni ont dépensé 1 500 milliards d'euros entre 1995 et 2018 pour développer les routes, soit 66 % de plus que pour les chemins de fer.

L'aviation, qui utilise le kérosène comme carburant, est l'un des secteurs qui génère le plus d'émissions de GES au monde. Dans l'Union européenne, l'aviation bénéficie d'un statut fiscal privilégié, sans taxes ni réglementations, de sorte que les émissions devraient augmenter. Selon une étude de Transport & Environment, les exo-

néralions fiscales du secteur aérien dans l'UE s'élevaient à 34,2 milliards d'euros en 2022. L'estimation pour 2025 est que les exonérations fiscales augmenteront à 47,1 milliards d'euros.

4.5 Subventions, fraude aux émissions automobiles, pollution et décès

La Banque européenne d'investissement (BEI) a également fourni 1,3 milliard d'euros supplémentaires d'argent public à l'industrie automobile. L'argent, ce que l'enquête de l'Office antifraude de l'UE a confirmé, a probablement été utilisé frauduleusement pour manipuler les émissions des voitures.

Un exemple est le cas de Volkswagen, qui a vendu de manière trompeuse onze millions de voitures émettant environ quarante fois plus d'oxyde d'azote (NO₂) au-dessus du niveau autorisé. Le piège consistait pour le constructeur allemand à créer un algorithme (code informatique) capable de détecter les conditions dans lesquelles les tests officiels ont été effectués lors de l'homologation. De cette façon, il a modifié les émissions des voitures afin qu'elles s'adaptent aux limites légales.

Mais Volkswagen n'est pas le seul, puisque la tromperie a été réalisée par presque tous les constructeurs, selon le rapport Dieseltgate de Transport & Environment. La proportion atteint 80 % des 37 millions de voitures vendues depuis 2010. Quelles ont été les conséquences de cette énorme arnaque ? L'excès de gaz toxiques émis provoque 72 000 décès prématurés par an dans l'UE, la majorité causée par le dioxyde d'azote provenant notamment des moteurs diesel. D'autre part, l'excès d'azote a été à l'origine de dommages écologiques tels que la perte d'oxygène, la prolifération de toxines ou la diminution de la qualité de l'eau. En Europe, l'eutrophisation des eaux due à l'azote a augmenté de 50 %. Selon ledit rapport :

« Les autorités nationales d'homologation ont fermé les yeux sur l'utilisation de dispositifs de désactivation qui ont des impacts aussi importants sur la santé et l'environnement. »

Dans les pays de l'UE, les taxes sur les véhicules sont liées aux émissions de gaz toxiques : plus il y a de gaz, plus il y a de taxes, mais seulement sur le papier, car dans la pratique, les gouvernements n'appliquent pas les réglementations qu'ils approuvent eux-mêmes. Grâce à la fraude, les véhicules ont payé moins d'impôts que ce à quoi ils avaient droit : 11 milliards d'euros rien qu'en 2016. Nous sommes une fois de plus confrontés à la responsabilité pénale des gouvernements de l'UE qui considèrent l'homologation des véhicules comme une activité lucrative, ils protègent les constructeurs de véhicules et font passer les intérêts commerciaux avant les dommages causés par les émissions toxiques dans l'air aux personnes et à l'environnement.

ronnement. Ce n'est pas un hasard si Volkswagen affirme qu'en Europe elle n'a pas agi illégalement et que les millions de voitures vendues continuent de polluer trois fois plus.

4.6 Pourquoi les gouvernements continuent-ils à accorder d'énormes subventions aux entreprises d'énergie fossile ?

Si vous avez lu les articles précédents (voir partie 1, partie 2 et partie 3) sur la manière dont les gouvernements financent et promeuvent la crise climatique, vous vous êtes peut-être demandé : pourquoi les gouvernements continuent-ils à accorder d'énormes subventions avec l'argent public aux entreprises énergétiques et fossiles ? Car dans la phase actuelle de développement capitaliste, où la production mondiale est délocalisée, la circulation (de l'énergie, des biens, des personnes) et les agglomérations dépendent avant tout du pétrole et du gaz fossile bon marché. Si ceux-ci se raréfient, les transports deviendront plus chers et entraveront le fonctionnement de la société urbaine, où vit 56 % de la population mondiale et ce chiffre devrait atteindre 70 % d'ici 2030.

Mais que se passerait-il si les subventions aux combustibles fossiles étaient supprimées pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ? La bulle des énergies fossiles éclaterait avec des risques considérables pour ses actionnaires et pour la stabilité du système financier et géopolitique :

Les principales sociétés d'énergies fossiles pourraient connaître des pertes brutales : entre 30 et 60 % de leur valeur boursière.

Les banques, les compagnies d'assurance et les fonds de pension de l'Union européenne ont investi plus de mille milliards d'euros dans les combustibles fossiles. Ils risquent également d'importantes pertes sur les investissements réalisés dans le pétrole, le gaz et le charbon par le biais d'actions, d'obligations et de prêts. Le rapport Decline and Fall sur le système mondial des combustibles fossiles indique que cela affecterait 39 000 milliards de dollars en réserves de charbon, de pétrole et de gaz, 10 et 22 000 milliards de dollars en infrastructures d'approvisionnement et de combustion de combustibles fossiles, 18 et 8 000 milliards de dollars en actions et obligations de sociétés cotées en bourse et environ quatre fois ce chiffre pour les actifs financiers non cotés en bourse.

Cependant, l'objectif premier des gouvernements reste de défendre les intérêts de ces entreprises pour éviter leur faillite. Il ne s'agit pas d'empêcher le réchauffement climatique, ni de défendre les intérêts de la population. Dans le même temps, les subventions alimentent la bulle des énergies fossiles, qui finira par éclater avec le système financier, aggravant ainsi la crise actuelle. Ce faisant, les gouvernements financent la crise climatique et ses effets

catastrophiques pour la planète et pour la plupart des gens.

4.7 Stratégie d'adaptation au changement climatique et nouvelles opportunités commerciales

L'Union européenne dans sa stratégie d'adaptation aux menaces climatiques prévoit déjà, entre autres, que « les effets du changement climatique vont accentuer les différences sociales ». Autrement dit, les inégalités augmenteront encore davantage et, avec elles, la pauvreté touchera un plus grand nombre de personnes. Cette stratégie propose que les mesures d'adaptation créeront de nouvelles opportunités commerciales « dans les secteurs de la technologie agricole, de la gestion des écosystèmes, de la construction, de la gestion de l'eau et des assurances » .

Stratégie d'adaptation qui reflète le refus d'intervenir sur les causes (comme l'arrêt de l'utilisation du pétrole, du gaz et du charbon), en essayant également de les masquer à la population et en se concentrant sur « l'atténuation » des effets catastrophiques du changement climatique pour justifier les politiques à mettre en œuvre. Par adaptation et atténuation, ils impliquent des réformes institutionnelles pour gérer les risques de catastrophe, adopter des cultures résistantes à la sécheresse, construire des digues de protection côtière et des systèmes d'irrigation, etc. Mais ces mesures d'adaptation sont également inutiles et trompeuses, étant donné que la température de la planète continuera d'augmenter en raison des émissions de gaz à effet de serre (GES) et modifiera les schémas de risque et leurs effets locaux ; ce qui implique des mesures locales, il n'existe donc pas de mesures d'adaptation qui fonctionnent pour tout le monde. Le problème de la migration va s'intensifier et devenir massif, en particulier dans les régions où les impacts sont plus graves et où les ressources sont rares.

La fonte de l'Arctique a un intérêt géopolitique/stratégique : elle raccourcira les routes maritimes commerciales et facilitera l'accès aux ressources naturelles et aux énergies fossiles de cette région. La présence combinée de militaires et de civils est le moyen utilisé par les grandes puissances pour assurer leur présence militaire dans les régions polaires de la planète. Une fois de plus, les responsables de la crise climatique entendent continuer à en être les bénéficiaires. Cela renforce le rôle des élites, des entreprises et des appareils de sécurité pour bénéficier de la gestion des impacts du réchauffement climatique. Même si cette injustice énorme et criminelle porte préjudice à la majorité de la population et aux écosystèmes.

4.8 Attaquer le capitalisme là où ça fait le plus mal

La crise climatique est l'une des indications du degré de décomposition de l'État et des marchés. Ils sont maintenus par la crédibilité que la population, bon gré mal

gré, leur accorde. Tout cela nous montre la faiblesse du capitalisme et la nécessité de l'attaquer là où ça fait le plus mal. Comment?

Arrêter le réchauffement climatique de la planète nécessite, outre l'élimination des subventions de toutes sortes aux énergies fossiles, l'arrêt de la production de combustibles fossiles et la réduction à zéro des émissions de gaz à effet de serre (GES). Il est essentiel de lutter contre le développement économique et l'industrialisation urbaine de la vie. Le développement économique permanent (avec l'extraction des matières premières, la production, la distribution, la consommation, voire les déchets) est à l'origine de la crise climatique. Depuis ses débuts, le capitalisme a détruit l'environnement naturel pour se développer et croître, obligeant les gens à s'adapter. Entre 1970 et 2000 seulement, un tiers des ressources naturelles de la planète a été extrait. Cette croissance entraîne des perturbations économiques et sociales comparables à des guerres.

En retour, nous devons exiger que les entreprises de combustibles fossiles paient leur dette climatique pour les dommages causés et retourner la crise climatique contre le pouvoir capitaliste lui-même. Veiller à ce que la crise climatique devienne une crise sociale et la resserrer jusqu'à briser la corde de l'exploitation et de l'oppression qui lie les différents secteurs sociaux, pour provoquer une fracture sociale irréparable qui conduit à un processus révolutionnaire.

D'autre part, il est nécessaire de promouvoir, dès aujourd'hui, une vie alternative autogérée. Nous devons ouvrir la voie à d'autres modes de vie anticapitalistes, loin de l'influence de l'État et du gouvernement, autant que possible, pour accélérer le processus de transformation sociale. Mais, pour ne pas tomber dans des situations complètement marginales, la pratique autogérée, comme résistance au mode de vie industriel et urbain, signifie articuler la lutte contre l'exploitation capitaliste dans la défense du territoire, qui n'est pas seulement rural et mais aussi urbain. Cela implique un esprit commun, une volonté de coexister, des buts et des objectifs communs, qui définissent l'action collective et le comportement commun. Parce que sans pratique, l'autogestion n'est qu'une fumée idéalisée. Pratique dans les communes révolutionnaires, non pas comme des bulles isolées, mais en relation intime avec la lutte sociale révolutionnaire des villes.

L'autonomie personnelle ne peut se limiter à l'autosuffisance, par l'isolement et la marginalisation. Nous consacrerons bientôt un article à discuter plus en profondeur du besoin impératif d'une vie alternative autogérée, libre et non commercialisée, liée à l'élan de la révolution. Une autogestion qui exclut la tromperie des variantes réformistes, qui ne sont rien d'autre que des reconfigurations du système capitaliste. C'est le seul moyen de nous proté-

ger des agressions du capitalisme.

4.9 Fermons-nous les yeux et les oreilles face à la plus grande urgence planétaire de l'histoire ?

Face aux horreurs du changement climatique, pour une partie importante de la population, l'impuissance, la résignation et la passivité constituent l'expérience la plus importante de leur vie. Nous marchons vers l'effondrement si nous ne nous mobilisons pas pour l'empêcher. L'insurrection est encore loin. Les escarmouches anticapitalistes sont trop faibles et minoritaires. Nous devons cesser de faire confiance aux gouvernements et nous organiser en assemblées, avant qu'il ne soit trop tard. Autrement, nous ne conserverons que notre passivité triviale et stupide pour le permettre, puisque seuls les riches bénéficieront du « pire, mieux ce sera ».

Nous restons immobiles sans rien faire de vraiment efficace (même dans les rangs libertaires), tandis que les gouvernements et leurs États continuent de subventionner les entreprises d'énergies fossiles avec de l'argent public. Comme nous l'avons dit dans la première partie, il y a une correspondance entre l'énorme pouvoir des entreprises de la production et l'utilisation de combustibles fossiles soutenues par les gouvernements, et l'impuissance de la population à s'auto-organiser, à comprendre le sens de la crise climatique et les forces destructrices qui l'ont provoquée.

Se soumettre docilement à ce processus de désintégration est honteux et servile, dépourvu de vie, enveloppé dans une peur effrénée et étrangère à la compréhension de la réalité. Comprendre signifie examiner les événements qui nous ont été imposés, sans ignorer leur existence ni se soumettre docilement à leur poids. En bref, comprendre, c'est faire face à la réalité que nous avons dû vivre. La crise climatique implique, entre autres, la privation de liberté, dans la mesure où nous avons été privés de la liberté de respirer un air non pollué.

Avec les actions et engagements actuels des gouvernements, de l'industrie des énergies fossiles et des banques qui les financent et les contrôlent, nous nous dirigeons vers une catastrophe climatique imminente aux proportions énormes, dont nous subissons déjà les effets. Accumulant le pouvoir, loi après loi, cette élite monopolise la compréhension du langage privé de l'injustice.

Mais toute la responsabilité ne vous incombe pas. L'existence de cette élite puissante n'est possible que s'il existe des sujets dociles, qui préfèrent souffrir et mourir sous les effets des catastrophes climatiques, plutôt que de se rebeller et de se battre. Transformer cette société est une tâche collective ardue et un engagement individuel. Comme il le dit dans son poème Dan Demoin : «... jamais depuis l'aube / on n'a entendu dire / que c'est une tâche facile /

d'exproprier les expropriateurs. / Ce n'est qu'avec le temps de la lutte / que le temps de la liberté est conquis.

La véritable mesure de la valeur d'une personne ne réside pas dans ce qu'elle pense, mais dans ce qu'elle fait pour défendre ses idées. C'est la cohérence de nos actions avec nos principes qui donne sens à notre lutte organisée et à la vie.

Victor V L'article suivant abordera la tromperie du gaz fossile et son faux rôle de carburant de « transition ». Le gaz fossile n'est ni une source d'énergie propre sûre ni nécessaire. Mais, comme le pétrole, le gaz constitue une ressource énergétique stratégique pour les grandes puissances et l'industrie des énergies fossiles. Les États-Unis sont les grands bénéficiaires de la guerre par procuration en Ukraine, tandis que leurs alliés de l'Union européenne en sont perdants. La crise climatique continuera d'aggraver la pauvreté et d'accroître les inégalités, entraînant même les familles de la classe moyenne des pays développés dans la pauvreté. (à suivre)





Extrême-droite et démocratie



Le danger d'une future démocratie

Les partis d'extrême-droite sont dangereux pour les libertés, toutes les libertés. A chaque fois qu'un régime autoritaire et nationaliste prend les rênes d'un pays, les attaques contre les opposants et les syndicats se font virulentes et violentes. Il détricote les droits des travailleurs mais aussi ceux des minorités et ceux qui entendent faire la fête. L'exemple italien avec Meloni est là pour nous montrer quelle voie prend l'extrême-droite une fois au pouvoir : interdiction des rave-parties, propos contre l'IVG et remise en cause de cette dernière, pressions sur les LGBT +, contre-pouvoirs attaqués... L'extrême-droite essaie alors de modifier en profondeur la société selon ses critères. La culture est attaquée ; dans les villes prises par l'extrême-droite, les bibliothèques ne commandent plus que des livres qui s'accordent avec l'idéologie du pouvoir. Les livres qui ne sont pas en odeur de sainteté se retrouvent au pilon ou brûlés en autodafé. C'est pourquoi les anarchistes ont tout intérêt à consolider dès maintenant leurs bibliothèques, voire en organiser de clandestines au cas où. On constate en France, par l'intermédiaire de Reconquête par exemple, que Marion Maréchal est une fervente de la politique du chèque : chèque média, chèque éducation etc. Bref, sous couvert de choix et de liberté, la petite-fille de Jean-Marie Le Pen veut organiser et légitimer une société à deux vitesses. Si cette dernière existe dans les faits, personne n'ose la légitimer. Nous l'avons vu récemment avec le cas A.O.C. qui a dû quitter l'Education Nationale. Le chèque éducation sera complété par les parents qui ont de l'argent et l'école publique sera morte et enterrée. Beau principe d'égalité en perspective : demain sera pire.

L'extrême-droite, c'est le renard dans le poulailler. Les politiciens d'extrême-droite sont comme les autres politiciens : des opportunistes qui ont des idées à géométrie variable. Prenons l'exemple italien ; après avoir critiqué l'Europe et l'Otan pendant des années, Meloni s'est alignée sur le soutien occidental à l'Ukraine et se montre comme un partenaire fiable de l'Otan. Elle passe partout sur la scène internationale, ce qui ne l'empêche nullement de s'en prendre aux acquis sociaux de la société italienne dans son pays. Normalisation à l'extérieur mais la cheffe des post-fascistes transalpins continue son œuvre destructrice à l'intérieur du pays. Comme les gens ont la mémoire courte, tout le monde a oublié ou fait semblant d'oublier la nostalgie mussolinienne de son parti, ses positions passées pro-Poutine et ses attaques contre l'Union européenne. Belle hypocrisie générale ! L'extrême-droite française suit la même pente.

Mais dans la botte pas tout à fait à la botte, les mesures sécuritaires et stigmatisantes pour certains segments de

la population se multiplient. Les contre-pouvoirs sont visés et réprimés. Tout ce qui s'apparente à une déviance ou un désordre est condamné. Maintenant des peines de réclusion de trois à six ans et une amende de 1 000 à 10 000 euros pour les organisateurs de rave-parties sont appliquées et les citoyens-suspects peuvent être mis sur écoute. Plus grand monde prend le risque d'organiser et participer à une rave-party. Darmanin doit être jaloux. Les 6000 teufers dans le Finistère profitent peut-être de leurs derniers instants festifs.

L'extrême-droite au pouvoir, c'est la politique du bâton, à défaut d'huile de ricin. C'est aussi la volonté de résoudre les problèmes sociaux par une réponse pénale. La prévention passe à la trappe, la répression remplace la pédagogie. Les prisons deviennent surpeuplées y compris les centres pour mineurs.

Les militants qui interviennent dans la sphère écologiste et mènent parfois des opérations spectaculaires pour alerter sur la catastrophe climatique sont traités non pas comme en France d'éco-terroristes mais d'éco-vandales et à ce titre risquent des peines de prison qui peuvent aller jusqu'à cinq ans de réclusion. Ce sont aussi des amendes colossales qui ponctuent les collages d'affiches des militants écolos. Autre exemple, une douzaine de militants qui ont récemment bloqué une route à Civitavecchia ont été arrêtés en « flagrant délit » et ont passé trois jours en détention. Trois d'entre eux ont déjà reçu une peine de six mois de réclusion. Intimidations, répression, c'est le lot subi par l'activiste d'aujourd'hui sous la police de Meloni. Même les cortèges de manifestants pacifiques sont pris à partie violemment par la police et matraqués.

L'Italie mais aussi la France entrent dans la spirale de la surveillance (vidéo, drones, numérique...) sous couvert de terrorisme et le tout sécuritaire prend le pas sur nos libertés. On en arrive à des mesures d'exceptions présentées dans l'intérêt de la population sans voir les travers de tels dispositifs. Ce sont nos libertés qui se restreignent comme peau de chagrin.

Petit à petit, l'oiseau fascisant fait son nid et avance ses pions sur ses thèmes de prédilection et la situation empire pour les immigrés, les LGBT+... car madame Meloni a un programme résumé par la devise : « Dieu, patrie, famille ».

Par ailleurs, la présidente du Conseil dénonce des « magistrats politisés » qui visent certains membres de son cabinet ; gageons que les magistrats empêchant certaines combines seront dans le viseur de la Meloni.

Celle-ci entend également s'attaquer de manière brutale

aux services publics, avec une vague de privatisation des biens publics qui s'élèverait à 20 milliards d'euros au cours de la période 2024-2026. À cela s'ajoute la volonté de retirer quelques milliards d'euros au budget des collectivités locales... L'extrême-droite s'ingénie à favoriser le secteur privé notamment celui de la santé. Tout un programme.

Meloni copie Macron qui prend aux pauvres pour donner aux riches. On n'est pas surpris des objectifs antisociaux de l'extrême-droite qui nous promet un ordre profondément réactionnaire.

Meloni est d'autant plus dangereuse qu'elle est hypocrite et sournoise. Ce sera la même chose pour l'extrême-droite française, quel que soit son leader.

Patoche (GLJD)



Proxénètes de la misère

Nous reproduisons un article paru dans notre journal « Le libertaire » en décembre 1987 suite à certaines déclarations actuelles prétendant que les anarchistes ont délaissé le combat anticlérical dans les années 1980-90 et auraient été avec bien d'autres (universitaires, gauchistes...) complaisants avec les Frères musulmans et l'intégrisme religieux.

« Proxénètes de la misère

L'intégrisme religieux est à nos yeux sans importance aussi longtemps qu'il est sans danger pour la liberté de l'individu et de la laïcité des institutions. Pour qui ne va pas à la messe et n'est contraint par personne d'y aller, quelle soit dite en latin, en Français ou en verlan est chose tout à fait indifférente. Mais si, de la religion, l'intégrisme déplace son ombre sur la société, il devient l'adversaire qui dresse à nouveau des obstacles que les combats anciens avaient renversés.

On connaît, et l'on tient à l'œil, les manœuvres que déploie un certain intégrisme catholique pour réintroduire dans le culte des rites obsolètes. Encore une fois, cela ne nous gêne en rien tant que ces manifestations restent circonscrites au périmètre des sanctuaires. La vigilance s'impose néanmoins si l'on sait que l'eau bénite ne reste jamais en repos, qu'elle cherche toujours à ronger et à saper le terrain que la libre pensée lui a arraché, que tout ce qui se recommande de la foi renferme une menace implicite de tyrannie et de sujétion.

À l'heure actuelle, l'intégrisme islamique est exacerbé. Il est délicat d'en parler parce qu'on ne peut employer le même langage selon qu'il est question des masses profanes au sein desquelles il imprime ses mouvements et ses désordres, ou des inspireurs religieux de ceux-ci,

qui sont souvent des politiciens sacralisés et des proxénètes de la misère.

Il y a dans l'Islam, fertile en sectes et en coteries, des gens qui, pour en profiter, poussent le peuple à des révolutions certes amplement justifiées mais dont ceux qui les auront faites s'apercevront trop tard qu'elles ont été détournées de leur but premier. Dans sa projection populaire, l'intégrisme est une expression de la pauvreté, la longue plainte du sous-développement. Mais en quoi le retour à des traditions périmées, parfois atrocement barbares, pourrait-il guérir les maux qui s'expriment dans ce gémissement ?

Le christianisme primitif, renverseur d'idoles dont les adorateurs n'eussent pas demandé mieux que de pactiser avec lui en annexant Jésus entre Neptune et Vulcain, attestait déjà, jusque dans la répression stoïquement subie, les turbulences secrètes des classes déshéritées ; même si l'idée de susciter et de l'exploiter naquit dans les milieux aristocratiques avides de récupérer les résultats, sa pure essence se situe parmi les masses les plus démunies, où il enflamma les révoltés, c'est-à-dire les martyrs.

Dans tous les coins de la planète, l'homme est ainsi fait qu'il aime enrober ses revendications les plus matérielles de voiles plus nobles ; il invoque alors l'autorité des prophéties, des écritures, des divinités. En réalité, des impératifs terre à terre gisent au fond de ses actes les plus éthérés.

Sans les conditions de paupérisme qui la favorisèrent, la ruée musulmane d'après l'hégire neût pas été ce qu'elle fut. Les caravaniers du littoral de la Mer Rouge venaient de tomber en chômage à cause des nouveaux cotres érythréens qui assuraient le cabotage des marchandises, un

peu comme les postillons de diligence et les mariniers de coche d'eau du XIX^e siècle durent rendre qui leur fouet, qui leur gaffe, lorsque parut le chemin de fer. La côte arabe fut menacée d'un appauvrissement général accru par la surnatalité ; la guerre sainte allait déferler sur le monde. La guerre sainte est l'aboutissement motivé de l'intégrisme. Jaurès dirait que celui-ci la porte en ses flancs comme la nuée l'orage, et Clausewitz qu'elle en est la continuation par d'autres moyens.

Plus de 1200 ans après, le chômage et l'indigence ont fait flamber des îlots d'intégrisme dans la très occidentale Tunisie. Quel aveuglement de la part de Bourguiba ! Les pauvres de son pays avaient choisi pour s'exprimer la matérialiste et laïque Union des Travailleurs ; le « combattant suprême », s'estimant couché en joue sur sa gauche, la démantela. Mais la vox populi doit s'exprimer. Elle ramassa et emboucha le vieux porte-voix fêlé des muezzins avantageusement remplacé de nos jours au sommet des minarets par de très scientifiques hauts-parleurs, et se mit à claironner les folles sourates de l'intégrisme. Bourguiba se jugea menacé sur sa droite, et se retourna contre les islamistes, dont deux furent pendus quelques jours avant que lui-même fut destitué.

Moubarak en Egypte, aurait tort de ne compter que sur la matraque et la potence pour venir à bout de l'intégrisme islamique. Une répartition équitable des terres le long du Nil et dans le Delta serait sans doute plus efficace, et en tout cas plus sympathique ; d'autant plus que l'exemple de l'intégrisme, à peu près maître du pouvoir dans le Soudan voisin, n'est ni très attrayant ni très communicatif, étant vomi, du reste par le Sud noir et par une bonne partie du Nord sémitique.

Quand tout organe lui fait défaut, la misère, ou tout simplement le mécontentement, requiert la religion pour servir de vecteur empirique à ses doléances : on en voit un exemple frappant en Pologne, pays resté très imprégné de catholicisme. En empruntant cette voie oblique, la protestation des abandonnés de l'économie peut atteindre les paroxysmes de l'intégrisme provoquant et suicidaire. C'est ce qui se passe dans les pays d'Orient et du Maghreb, où l'opulence scandaleuse de quelques-uns côtoie et bafoue les multitudes à demi-faméliques.

La misère est incompressible. Il lui faut un exutoire pour ses plaintes et ses récriminations. Les « Enragés » de la Révolution française – menés par un ancien vicaire – furent des intégristes athées, porte-parole de ceux qui souffraient le plus.

On a maintenant l'intégrisme des ayatollahs. Cet intégrisme religieux est un piège à pauvres. Ces barbus, ces calottes blanches et autres pieux meneurs qui attisent l'intégrisme parmi le sous-prolétariat des bidonvilles, ce sont souvent des étudiants riches, des marchands trop

sobres pour être honnêtes, des ambitieux qui rêvent d'une carrière à travers la démagogie rigoriste qu'ils servent aux analphabètes et aux illuminés.

Moteur d'une révolution passéiste, racisme idéologique en action, l'intégrisme ressuscite ce dogmatisme religieux que les défenseurs ou plutôt les conquérants de la liberté ont mis des siècles à extirper chez nous.

La misère a ses proxénètes ; les chefs intégristes en sont. Naïvement benévole ou malignement intéressé, l'intégrisme est une prostitution spirituelle de la misère. »

PVB (le libertaire de décembre 1987)

Par exemple, le 13 mai 2023, des militants de Civitas avaient fait annuler le concert de Kali Malone dans l'église Saint Cornély de Carnac (Morbihan). Devant l'église, on les avait entendus entonner des chants religieux et réciter le Rosaire en latin... Sous le porche, ils empêchaient à une trentaine d'intégristes, la tenue d'un concert de l'artiste américaine Kali Malone (compositrice et organiste américaine) dans l'édifice religieux, le jugeant « profanatoire ». Vade retro satanas ! Comme quoi, on peut interdire Civitas, cela n'enlève pas son degré de nuisance.

L'ex califat de Raqqa, les islamistes au Sahel et en Afrique du Nord, les Talibans en Afghanistan etc. sont de multiples exemples de la nuisance de l'intégrisme musulman qui prospère sur la misère des peuples. Son idéologie mortifère fait même des ravages dans certaines cités françaises et certains quartiers: pression sociale pour que les femmes portent le voile, que les jeunes pratiquent le ramadan, coups portés pour la réputation d'une sœur, remise en cause de l'enseignement, séparatisme dans de nombreux domaines : santé, écoles...L'intégrisme avance à pas feutrés puis avec ses gros sabots. En Angleterre, des étudiantes font pression pour faire leurs prières dans les enceintes scolaires...



La machine à décerveler

Que les Eglises soient le foyer ou le carburateur d'où s'élança la première impulsion d'une machine à décerveler, cela paraît une évidence. André Malraux nous avait prévenus : le XXI^e siècle sera un siècle religieux. En d'autres termes, que ne contrediraient ni Voltaire, ni Diderot, ni Helvétius, ni Bakounine, ni Hugo, ce sera un siècle de guerres de religions. En effet, il n'y a jamais eu dans l'Histoire d'époque profondément religieuse qui n'ait été entachée de violences et d'atrocités. Il n'y a aucune raison pour qu'il en aille différemment à l'avenir. Il suffit de voir ce qu'il s'est passé récemment avec le califat de Raqqa, les attentats entre musulmans en Irak et en Iran, la guerre entre le Hamas et les Juifs en Palestine, entre les Chrétiens et les musulmans au Haut-Karabakh... et il n'y a pas si longtemps au Liban entre toutes les confessions ainsi qu'en Irlande du Nord entre Chrétiens (catholiques/protestants).

Où est la machine à décerveler qui agite ainsi les hommes et les rend querelleurs et parfois fratricides ? Elle est partout. Elle est si vaste que nul ne peut l'embrasser d'un seul coup d'œil ; on n'en distingue jamais, de la place qu'on occupe, qu'un piston, une bielle ou un rouage. C'est une machine qui fonctionne de manière négative, pour une production voulue et systématisée, comme si elle fabriquerait de la non-matière intellectuelle.

Les Eglises s'alimentent toujours avec le même combustible ou le même carburant immatériel mais onéreux : Dieu. Qu'il s'appelle Dieu à Rome, Allah à la Mecque, Yahvé à Jérusalem ou de quelque autre nom en quelque autre lieu, aucune importance ; son existence étant affirmée avec effronterie bien qu'elle soit improbable, c'est ce sempiternel toupet qui donne à la machine son élan.

Les rouages religieux de la machine sont chez nous parfaitement huilés même si la religion catholique perd de sa superbe en France.

Dans le monde entier, l'actualité fait ressortir comment le pouvoir religieux, c'est-à-dire clérical, est en train de monter à l'assaut des institutions civiles (Israël, Afghanistan...), quand d'aventure, comme à Téhéran, il ne détient pas déjà les rênes de l'autorité.

Mais, dans ce contexte de ce sujet brûlant, il sied de mettre aussi en lumière d'autres pièces de la diabolique... pardon ! de la divine machine à décerveler. En dehors de la religion, qui est une superstition officialisée, il y a des superstitions adventices, marginales, officieuses, qui jouent le même rôle sous des pavillons schismatiques, ou hérétiques, ou païens ; les sectes sont le vecteur de ces doctrines décerveleuses, au nom d'un spiritualisme qui ne se réfère qu'à des chimères, qui tourne à vide et qui

moud du néant : ce qui est bien le résultat attendu de la machine. Ces sectes sont ignorées ou condamnées par les Eglises, qui feignent d'en combattre la concurrence ; finalement, celles-ci et celles-là contribuent à la même opération globale, qui est de miner la disponibilité critique par l'endoctrinement et la foi. Des gens qui se sont indignés du lavage de cerveau pratiqué par les marxistes (et ils eurent raison de le faire) participent à ce bourrage de crâne qui n'a rien à lui envier, et pour lequel, Eglises et sectes quémandent votre concours et vos deniers !

Si l'Union soviétique, avec sa dictature matérialiste scientifiquement organisée, a longtemps perverti les classes exploitées par l'illusion d'un faux socialisme, en réalité Etat militaire et policier, aujourd'hui, les Etats-Unis et quelques pays européens dans leur mouvance politico-financière, ne sont pas en reste, qui, par le truchement de la télévision commerciale, abreuvent et abêtissent les peuples d'Occident avec des productions (et des coproductions) filmées qui atteignent le zénith de la bêtise. Ce ne sont que « phénomènes étranges », « faits troublants », maisons hantées, occultisme cauchemardeux, onirisme hallucinatoire, pouvoirs et facultés extraordinaires, sorcellerie, parapsychologie, vampirismes, incubes et succubes, apparitions sataniques, exorcismes et envoûtement..., tout ce qui insinue dans les têtes à décerveler la crainte de l'au-delà, la présence du surnaturel, l'illusion concrète de l'irréalité.

N'insistons pas sur la complicité objective des journaux qui publient un horoscope quotidien, accréditant ainsi les mystifications de l'astrologie, comme si des astres situés à cent millions d'années-lumière et peut-être éteints aujourd'hui pouvaient avoir une influence quelconque sur nos destinées.

On nous demande parfois en quoi consiste notre politique. Un anarchiste peut répondre à cette question. Notre politique- ou, si l'on préfère, notre attitude face au problème que nous venons d'évoquer – consiste à n'apporter pas même un atome de combustible ou de carburant à la machine à décerveler ; elle consiste à refuser toute allégeance à ce qui n'est pas évidence et certitude tout en gardant une pleine conscience de notre imperfection et de notre faillibilité en accordant à la fiction sa place légitime ; à n'accepter l'hypothétique et le conjoncturel que sous réserve d'expérience et sous bénéfice d'inventaire, et surtout à fuir ces Opus Dei ou ces saintes Harmandad des modernes conjurations. Bref à faire en sorte que la machine fonctionne sans nous, aussi longtemps que les peuples ne sauront pas s'en libérer.

PVB

Le nouveau paupérisme

« Restaurants du cœur », Secours populaire, « Musique au cœur », sans compter les diverses officines d'obédiences religieuses, voilà quelques associations qui soutiennent la charité publique.

Les dons affluent et il se présente de plus en plus de personnes pour en bénéficier. Fondés en 1985 par Coluche, les restaurants du cœur, par exemple devaient avoir une existence éphémère. C'était pour faire prendre conscience du désarroi et de la pauvreté des gens. Une quarantaine d'années plus tard, non seulement ces restaurants du cœur deviennent pérennes mais ils sont fréquentés par de plus en plus de bénéficiaires. Ils croulent sous la demande.

Certes, on peut se féliciter de la générosité et de l'entraide des bénévoles mais une société basée sur des entreprises « charitables » n'est ni bonne ni juste. Le cirque philanthropique renforce au final le paupérisme car la charité, ce n'est pas la lutte pour une vie digne.

Dans une société qui regorge de tout, il ne devrait plus y avoir de pauvres. Or, l'évolution actuelle est en sens contraire : enrichissement scandaleux d'une catégorie privilégiée, appauvrissement de la multitude. On en reviendrait presque au temps de Zola.

Sous ses apparences doucereuses et compatissantes, ointes de morale et de religion, cette société est dure et impitoyable. Nous faisons un pas en arrière et les mesures envisagées par le gouvernement Attal vont accentuer le phénomène, notamment parmi les chômeurs.

Si cette société est inhumaine, ce n'est pas par sadisme, ce n'est pas gratuitement. Cela résulte de de façon logique de ses structures, qui ne sont pas adaptées aux changements survenus dans le monde de la technique. Elle veut produire de plus en plus avec de moins en moins de producteurs. Des producteurs, il n'y en aura bientôt plus besoin, mis à part une poignée de spécialistes. Quoique des signes permettent davantage d'optimisme quand on voit le retour en arrière du plan caisses automatiques aux Etats-Unis. Sans compter que les clients préfèrent l'humain aux machines. Mais la tendance générale est là.

De toute évidence, que la misère soit en extension au milieu d'une surabondance de biens sans cesse croissante constitue une anomalie. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'une telle contradiction dans les mœurs et dans les faits exige d'être réparée. Mais le progrès social – malgré des améliorations que personne ne peut contester – a accumulé un tel retard par rapport au progrès industriel et scientifique, et l'esprit qui anime les institutions est demeuré si archaïque que, pour rééquilibrer la société, il

faut une révolution.

Ce mot lui-même a besoin d'être réactualisé. On en est resté à des conceptions vieillottes. La remise en ordre de l'économie, de la production et aussi des mentalités que la confusion générale désaxe, n'a pas besoin de la guillotine sur la place de la Concorde, ni d'un goulag pour l'assainissement des cerveaux. Les propositions libertaires ne manquent pas, ne serait-ce que dans le Libertaire hors-série que nous avons publié en février 2024.

La mise en place de telles propositions serait sans doute un bouleversement, mais ne faut-il pas bouleverser une société qui rétrograde, qui se trompe de route, qui voit s'enfler démesurément les fortunes et se rabougrir les petits porte-monnaie, qui couvre d'or les commissionnaires en armes et bloque le salaire des actifs, la pension des retraités, l'indemnité des chômeurs ? Réponse : il faut la bouleverser, et une foule de gens, beaucoup plus qu'on ne croit, en sont conscients.

Mais alors, dira-t-on, si tant de citoyens sont ralliés à cette idée, d'où vient qu'elle chemine si peu, ou si lentement ? Car, il faut le dire, on ne l'entend pas prôner à tous les carrefours, fussent-ils tenus par des gilets jaunes. Comment parler d'une Révolution nécessaire (sans guillotine, sans goulag, sans pétroleuses et sans guérilleros) à un peuple qu'éffraie le plus petit changement, qui crie au charron contre la moindre réformette et qui, lorsqu'il se soulève, le fait généralement pour des revendications modérées, pour des augmentations de salaires par exemple (même si c'est nécessaire). Le peuple, lui aussi, comme ses dirigeants, est figé dans des idées primitives, dans des attitudes arriérées. Il est pourtant capable de se secouer de temps à autre, contrariant par-là les désirs de ses gouvernants, attendu que le souci majeur de toute équipe au pouvoir est d'abord que ses assujettis se tiennent tranquilles. S'il ne va pas très loin dans ses actes et dans ses desseins, il y a à cela des raisons profondes difficiles à avouer.

Par un simple examen de l'histoire récente et contemporaine, il sait que les Révolutions amènent des jours tragiques et des lendemains amers. Il a vu des révolutions se produire dans divers pays, et cela, loin de l'encourager, l'a plutôt dissuadé. Il voudrait bien une révolution qui répartisse enfin de façon équitable ces richesses dont nous sommes submergés, qu'il produit et dont on lui mesure la consommation au point que pour bon nombre, sans la générosité des plus charitables, on verrait mourir de faim les plus démunis. Cette Révolution, sans soldats de l'An II et sans Fédérés, il faudrait être fou pour ne pas la souhaiter : donc il la souhaite. Mais, en même temps, il la craint parce qu'il n'est pas sûr que, commencée par un bon programme, elle ne s'achèvera pas comme celle de

Russie ou n'évoluera pas comme celle d'Iran.

tion russe sans compter les massacres à Cronstadt ou en Ukraine.



Senya Fleshin, Voline et Mollie Steimer (Photo prise à Berlin dans les années 20)

En premier lieu, la situation du monde est devenue telle que toute révolution est internationalisée dans les vingt-quatre heures. Autrement dit, les grandes puissances choisissent leur camp. Ensuite, n'importe quel mouvement social, si spontané qu'en soit le début, si probe qu'en soit l'origine, est rapidement accaparé (ou plutôt récupéré) par les communistes et les trotskystes. Or dans son ensemble, le peuple n'aime ces politiciens. Il a ses raisons pour cela. En France, leurs propos contiennent parfois des vérités, des critiques justes, des propositions sensées. Mais leur image est détruite par leur passé d'autant qu'ils fonctionnent toujours avec les mêmes logiciels. Personne n'a vraiment envie d'être sous le joug de tels militants. Nous pourrions remplir plusieurs pages du libertaire pour dénoncer le passif des communistes de Staline en passant par Pol Pot et idem pour les trotskystes dont leur tête pensante a militarisé le travail au début de la Révolu-

En disqualifiant le concept même de Révolution socialiste, ces exemples navrants n'ont pas accéléré chez nous les succès de l'action populaire, et toute la crédibilité du mouvement ouvrier en a été affectée. C'est pour cela que les libertaires n'ont aucun intérêt à faire la courte échelle aux « révolutionnaires » d'aujourd'hui dont la filiation stalinienne ou trotskyste est réaffirmée via le léninisme. Le logiciel libertaire ne demande qu'à faire sa place dans la Révolution de demain mais sans trahir son idéal et en mettant en adéquation les moyens et les buts affichés contrairement à d'autres. (lire la P.J.)

PVB et Ty Wi (GLJD)

Les belliqueux sont là

La grande majorité de nos proches qui ont vécu directement la Seconde Guerre mondiale ou la guerre d'Algérie sont morts. Pendant quelques décennies, nous avons vécu une époque de paix militaire et non de paix intérieure. Deux ou trois générations sans mettre les pieds dans les tranchées, dans les colonies et sans carte de rationnement suffisent pour conclure à tort que les guerres appartiennent au passé ; qu'elles sont typiques des endroits éloignés de nous, un cauchemar improbable pour une société aussi « avancée » que la nôtre... dans laquelle nous nous soucions du respect des droits de l'homme, de la santé de nos concitoyens. Mais voilà, la guerre en Bosnie et celle d'Ukraine viennent se rappeler à notre bon souvenir. Les massacres à Gaza aussi.

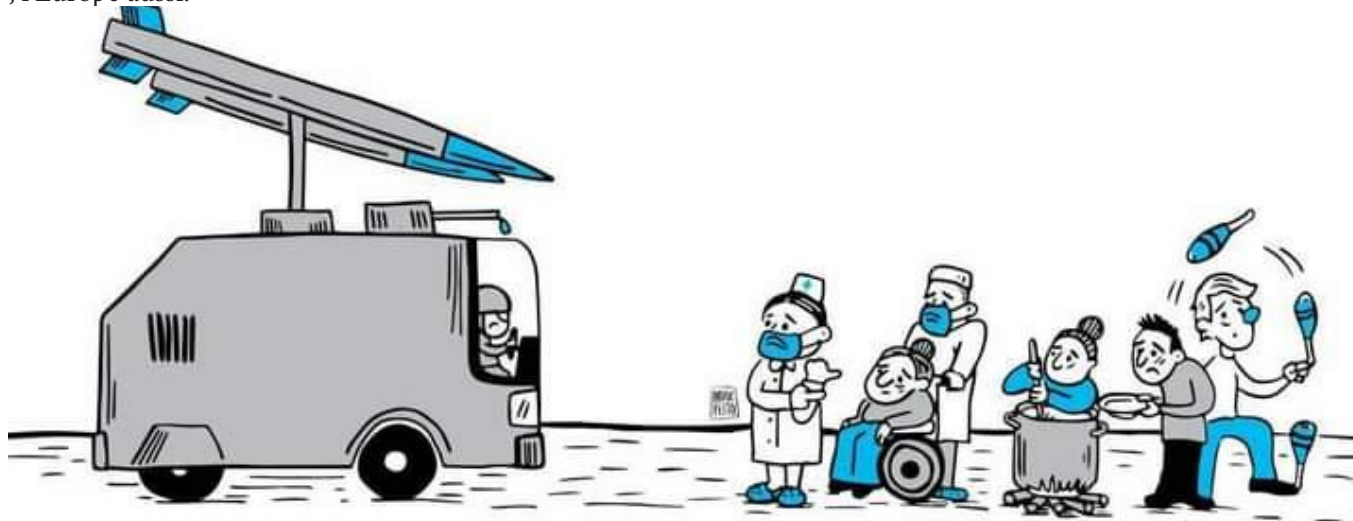
Les enseignants apprennent à leurs élèves à rejeter la guerre, en peignant des cours d'école bien intentionnées avec des peintures murales représentant des colombes et des rameaux d'olivier, mais il ne leur est jamais venu à

l'esprit d'enseigner aux enfants quoi faire lorsque la guerre est vue depuis la fenêtre de leur maison et non depuis les écrans de télévision. Les enfants comme leurs parents rêvent de devenir millionnaires en jouant à euromillions; la guerre, pour eux, pour nous, est aussi virtuelle qu'un jeu vidéo. La guerre est une triste réalité qui s'impose de plus en plus à l'évidence. Les tambours de guerre sonnent et se rapprochent. Eux, nos jeunes, ont déjà un ticket réservé pour participer activement au conflit de guerres à venir.

L'armée n'est plus l'histoire ennuyeuse que les grands-parents racontent toujours. Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, a annoncé que le service militaire obligatoire devait être rétabli pour « les jeunes, les femmes et les hommes ». La commissaire parlementaire chargée de l'armée allemande, Eva Högl, a déclaré que « mettre fin au service militaire était une grave erreur ». Patrick Sanders, chef d'état-major du Royaume-Uni, va plus loin et a récemment appelé à la création d'une « armée

citoyenne » pour compléter les forces professionnelles afin d'atteindre 120 000 militaires en trois ans. La France parle uniforme à l'école et ce n'est pas un hasard ; le SNU est toujours à l'ordre du jour.

Les dépenses de guerre au niveau mondial n'ont cessé de croître au cours des huit dernières années ; le continent européen, notre continent, celui des « droits de l'homme », celui de l'État-providence, étant celui qui a le plus augmenté ses dépenses en armes et en fournitures de guerre. En un an, les dépenses de guerre en Europe ont augmenté de 13%, mettant en avant des pays comme la Finlande (augmentation de 36%), la Lituanie (27%), la Suède (12% de plus que l'année précédente) ou la Pologne (augmentation de 11%). Si l'Arabie Saoudite a augmenté son budget militaire de 16 % par rapport à 2013, l'augmentation de la Chine a été de 63 % ! Le monde se prépare à la guerre ; l'Europe aussi.



Le gouvernement suédois a averti sa population qu'elle devait se préparer à une « guerre totale ». Erik Kristoffersen, chef des forces armées norvégiennes, a indiqué que dans deux, peut-être trois ans, elles devront faire face à une invasion russe : « il reste peu de temps ». Grant Schapps, secrétaire britannique à la Défense, a averti que la Grande-Bretagne « doit se préparer à de nouvelles guerres contre la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord au cours des cinq prochaines années » et appelle à une augmentation substantielle des dépenses militaires. De nombreux citoyens polonais ont peur d'une invasion russe imminente, et ce d'autant plus qu'il a été divulgué que le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, avait informé son allié russe, Vladimir Poutine, que les mercenaires du groupe Wagner voulaient « marcher vers Varsovie » et entrer sur le territoire polonais, camouflés parmi le groupe de migrants qui entrent dans le pays en provenance d'Ukraine.

Il est très probable que, dans quelques années, nous serons en guerre et que nous devons pleurer la mort de nos

jeunes en faisant d'interminables heures supplémentaires dans une usine d'armement. Ce sera le moment où nous cesserons de voir l'État comme cet outil neutre qui paie notre retraite, nous offre altruïstement le « meilleur système de santé au monde » et légifère des lois justes, sensées et nécessaires qui nous protègent de l'homme d'affaires exploiteur et de l'ex-mari violent... L'âme de l'État est son armée et pour le haut commandement militaire, il n'y a que trois situations possibles : la guerre, l'après-guerre et l'avant-guerre. C'est le secrétaire britannique à la Défense qui le dit : « nous sommes passés du monde d'après-guerre au monde d'avant-guerre (...) nous avons bouclé la boucle ».

Nous sommes à l'aube d'une nouvelle phase guerrière : une guerre hybride, une cyberguerre...

Déléguer toutes les décisions qui affectent nos vies aux institutions étatiques signifie vivre dans un cycle sans fin de conflits armés. La guerre est synonyme de mort, de mutilation, de viols massifs, de destruction de nos maisons, de faim et de froid... Voter aux élections, c'est se tirer une balle dans le pied. L'amour de la patrie est le moteur de la mort prématurée de votre enfant.

Le rejet des institutions étatiques constitue, au contraire, la plus forte opposition à la guerre.

C'est en temps de paix que l'on peut promouvoir la paix. En tant de guerre les comportements deviennent irrationnels. Il nous reste une petite fenêtre de tir pour impulser un grand mouvement populaire pour la paix. Après ce sera trop tard.

Ni dieu ni maître ni tribun ni prophète : révolution anarchiste !

Ty Wi (GLJD)

Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com